

La réforme monétaire. La croissance des émissions de billets fut le résultat inévitable de la guerre. Afin de couvrir les dépenses de la défense, l'État fut obligé de recourir abondamment à la planche à billets. Du début de la guerre jusqu'en janvier 1946, ce sont 55,4 milliards de roubles qui furent émis, c'est-à-dire que la masse monétaire fut multipliée par quatre par rapport à la période d'avant-guerre. Parallèlement à cela, la masse monétaire inutile s'accroissait. Inutile, parce que pendant la guerre et les premières années de l'après-guerre, la production de produits de consommation courante était faible. « Les demandes reportées » s'accroissaient parmi les catégories assez bien rémunérées de la population, corps d'officiers, une partie des cadres, ainsi que parmi ces groupes de la paysannerie qui pratiquaient le commerce sur les marchés urbains pendant la guerre et les premières années de l'après-guerre. En général, il s'agissait de paysans des villages se trouvant non loin des grands centres industriels et des grandes villes. L'argent était conservé pour l'avenir, en grande partie « dans les chaussettes », mais aussi dans les caisses d'épargne (en 1945, les sommes déposées atteignaient 3,3 milliards de roubles)¹.

Pour « soutirer » en partie à la population son argent, en 1946, le prix des produits rationnés furent considérablement augmentés à près de trois fois. Ainsi, le pain de seigle, coûtant de 85 kopecks jusqu'à 1,10 rouble le kilogramme, se renchérit jusqu'à 3 roubles 40 kopecks, le sucre, de 5



roubles 20 kopecks ou 6 roubles à 15 roubles, la viande de 22 ou 23 roubles à 60 roubles. Simultanément à cela, on diminua légèrement les prix dans les magasins. Le pain, qui y coûtait auparavant 10 roubles, était cédé à 8 roubles et la viande, à 80 roubles plutôt que 120². Les prix sur les marchés de kolkhoziens étaient trois fois plus élevés.

L'augmentation des prix des produits rationnés frappa la population urbaine. Voici à quoi ressemblaient les salaires à cette époque : à l'été 1946, près de la moitié des travailleurs (43 %) gagnaient moins de 300 roubles par mois, 35 % des travailleurs reçurent durant l'été 1946 de 300 à 600 roubles. La comparaison des prix et des salaires démontre que l'argent était principalement destiné à l'alimentation de la famille. Il faut ajouter à cela les files d'attente permanentes pour « honorer » les cartes et les interruptions de l'approvisionnement. De là venait la mauvaise alimentation, l'avitaminose, le rachitisme chez les enfants. C'était chose habituelle pour les écoliers de cette époque de voir l'un leurs camarades se « traîner les pieds », ou des gamins de 10 ou 12 ans cloués à la maison pendant des semaines à boire de l'huile de foie de morue, prescrite par le médecin, afin de pouvoir à nouveau marcher.

La promesse de supprimer les cartes était comprise dans le quatrième plan quinquennal, adopté en mars 1946. Cependant, la suppression des cartes n'eut pas lieu en 1946. Le 29 août 1946, la *Pravda* publia la notice suivante : « Du Praesidium du Soviet suprême de l'URSS. En raison de la sécheresse dans plusieurs régions de l'URSS et de la réduction des stocks



d'alimentation de l'État, le Praesidium du Soviet suprême de l'URSS a décidé de satisfaire à la demande du Conseil des ministres de l'URSS concernant le report de la suppression du rationnement, prévu pour 1946, à 1947. »

Comme le démontre l'étude de V.P. Popov, le report de la suppression des cartes de rationnement était lié à la volonté du pouvoir de stabiliser les finances du pays, de synchroniser la suppression des cartes et la réforme monétaire. La commission pour la réforme monétaire fut créée par décision du Politburo du CC le 27 mai 1947, c'est-à-dire, lorsque les questions de principe (sur le caractère de la réforme, le moment de sa mise en place, etc.) avaient déjà été réglées par Staline et par le ministre des Finances de l'URSS, Zvierev. La préparation de la réforme monétaire débuta dès 1943, lorsque Staline transmet à Zvierev les directives pour la préparation de cette réforme.

En juin 1946, Zvierev présenta à Staline un projet de résolution du Sovmin de l'URSS sur la réforme monétaire. Ses dispositions principales se limitaient à l'établissement des délais pour la mise en œuvre de la réforme (le quatrième trimestre de 1947) et aux proportions des échanges relatifs à la nouvelle devise de 1947, à raison de « 20 kopecks nouveaux pour chaque coupure d'un rouble ancien ». Il était de même proposé, jusqu'à la mise en place de la réforme monétaire, de ne procéder à aucune augmentation des salaires, des tarifs ou des prix payés pour les produits agricoles. La proposition du ministère des Finances d'effectuer les échanges, dans une



proportion de 5 pour 1, démontre que la réforme devait être menée entièrement aux frais de la population. La variante définitive de la réforme fut encore plus sévère, soit de 10 pour 1.

La préparation de la réforme monétaire se déroula de façon exceptionnellement secrète. Mais on ne parvint pas à maintenir le secret. Premièrement, dans plusieurs régions furent ouverts les envois comportant la mention « Ouvrir seulement sur réception de l'instruction spéciale ». Les envois contenaient des documents concernant la tenue de la réforme monétaire, ce dont ne tardèrent pas à se servir ceux qui avaient accès à cette information. À Moscou, le 28 novembre 1947, le comité municipal de Moscou du VKP(b) tint une conférence des secrétaires de raïkom et des présidents de comité exécutif de district, où furent examinés deux problèmes : un premier « ouvert », portant sur la préparation à un commerce sans cartes de rationnement, et le second, « fermé », présentant des informations de la Direction financière de Moscou, où on trouvait des allusions à la tenue prochaine des échanges de devises et de la nécessité de mettre en place, dans les différents districts de Moscou, 1 160 « points d'échange ».

Débuta ensuite une fièvre dans les caisses d'épargne. À partir des derniers jours de novembre 1947, le volume des dépôts et des retraits augmenta de 7 à 10 fois. Frénétiquement, on achetait dans les magasins toutes sortes de marchandises coûteuses. On achetait de tout : de la



bijouterie en or jusqu'aux binocles, en passant par des calottes dont nul n'avait eu besoin auparavant³.

La réforme fut mise en œuvre dans la nuit du 14 au 15 décembre 1947. Le 13 décembre, dans le journal *Izvestia*, une résolution du Conseil des ministres de l'URSS et du CC du VKP(b) fut publiée, portant « Sur la tenue de la réforme monétaire et la suppression des cartes de rationnement pour les denrées alimentaires ». Il y était annoncé :

« La nécessité de procéder à une réforme monétaire se pose maintenant aux États soviétiques, et ce dans le but de renforcer le cours du rouble, ainsi que de supprimer le système de rationnement et de passer à un commerce ouvert basé sur des prix uniques fixés par l'État.

« ... Au cours des années de la Guerre patriotique, les dépenses de l'État soviétique liées à l'entretien des armées et au développement de l'industrie militaire ont grandement augmenté. Ces immenses dépenses militaires ont entraîné la nécessité d'émettre une grande quantité de devises...

« Aujourd'hui, alors qu'est venu le moment de passer à un système de commerce ouvert, basé sur des prix uniques, cette grande quantité de devises, émises pendant la guerre, empêche la suppression du rationnement, puisque l'argent superflu en circulation entraîne l'augmentation des prix du marché... Et encourage la spéculation.



« On ne peut admettre... que des éléments spéculateurs qui se sont enrichis pendant la guerre, et qui ont accumulé des sommes d'argent considérables, aient la possibilité d'acheter des marchandises après la suppression du rationnement.

« C'est pourquoi le Conseil des ministres de l'URSS et le Comité central du VKP(b) ont décidé de procéder à une réforme monétaire... Cette réforme sera effectuée sur les bases suivantes :

« Premièrement. L'échange de l'argent actuel pour le nouveau, au comptant, sera effectué au taux suivant : dix anciens roubles pour un nouveau...

« Deuxièmement. Les dépôts en numéraire dans les caisses d'épargne et à la banque d'État seront échangés à des conditions supérieures à celles de l'argent au comptant, et en outre les dépôts allant jusqu'à 3 000 roubles seront échangés au taux d'un rouble pour un rouble...

« Bien sûr, la tenue d'une réforme monétaire demande des sacrifices. L'État prend sur lui la plus grande partie de ces sacrifices. Mais il faut qu'une partie de ceux-ci soit assumée par la population, d'autant plus qu'il s'agit des derniers sacrifices... Le mode d'échange frappera avant tout les éléments spéculateurs. »⁴

Nous ajouterons à cela que les obligations d'emprunt d'État furent échangées à raison de 3 pour 1. Dès le 14 décembre, il fut interdit aux caisses d'épargne d'accepter des dépôts de la population. Cependant, un



grand nombre de fonctionnaires du Parti et de l'État tentèrent de violer cette interdiction pour conserver de l'argent. Selon le compte d'E. Zoubkova, dans 40 républiques, territoires et régions, suivant des données incomplètes, 145 secrétaires de raïkom et de gorkom furent accusés d'atteinte à la loi sur la réforme monétaire⁵.

Après la suppression des cartes, de nouveaux prix furent établis pour les marchandises, lesquels dépassaient largement les anciens prix des « cartes ». Le pain de seigle passa de 2,80 roubles à 3,20 le kilogramme, la farine de blé, de 7,00 à 9,00, le sucre raffiné de 13,50 à 16,50, la viande de première qualité de 28,00 à 32,00, le beurre de 62,00 à 66,00, l'huile de tournesol de 28,00 à 32,00, le sel de 1,60 à 1,80, le lait de 2,50 à 5,00 le litre, la dizaine d'œufs de 10,00 à 18,00, la bière à 7,00 roubles pour un demi-litre, le caviar à 400,00 roubles, le demi-litre de vodka à 60,00 roubles, les costumes pour hommes, deux pièces, à 450,00, les souliers pour hommes à 288,00 roubles la paire, les bottes de feutre à 216,00 ; les bas pour femme à 7,50 ; les montres à 900,00, les phonographes à 900,00 ; le savon domestique à 5,20 roubles pièce, le litre de kérosène de 2,00 à 2,50, les caoutchoucs à 45,00 la paire⁶.

Immédiatement après la suppression des cartes, un système contradictoire se mit en place. Les magasins croulaient sous une abondance sans précédent. Du jambon dispendieux, des saucissons, du poisson, du caviar, des cigarettes dans de belles boîtes ornaient les devantures. Mais on n'achetait pas ces marchandises. Le pouvoir savait



cela et s'y était préparé. Le 14 décembre 1947, une résolution « Sur les normes de vente des provisions et des biens de consommation non alimentaire pour une personne » fut adoptée, basée sur les recommandations du Conseil des ministres de l'URSS. Elle prévoyait « des normes limites pour la vente par personne : de 2 kg pour le pain, de 1 kg pour la semoule et les macaronis, de 1 kg pour la viande et les produits de boucherie, de 0,5 kg pour la charcuterie et les viandes fumées, de 0,5 kg pour la crème fraîche, de 1 litre pour le lait, de 0,5 kg pour le sucre, de 6 mètres pour les tissus de coton, d'une bobine pour le fil, de 2 paires pour les chaussettes, d'une paire pour les chaussures en cuir, en tissus ou en caoutchouc, d'une pièce pour le savon de toilette et le savon domestique, de 2 boîtes pour les allumettes, de 2 litres pour le kérosène ». Dans les magasins de biens manufacturés, ce sont les chaussures en caoutchouc, et particulièrement les caoutchoucs, qui se vendaient le mieux.

La réforme était dans tous ses éléments de nature confiscatoire. L'État réglait clairement ses problèmes aux frais des citoyens. Les étrangers vivant à Moscou se retrouvèrent sous la lourde main du Trésor public, ce qui comprend aussi le personnel de l'ambassade américaine. Pour ceux-ci, le taux d'échangé fut fixé à 3 pour 1. Certes, cela était mieux que pour les citoyens soviétiques. Mais les Américains n'acceptaient pas cette situation. Une longue correspondance s'engagea entre l'ambassade américaine et le ministère des Affaires étrangères de l'URSS, dans laquelle les responsables de l'ambassade exposèrent leur opinion, issue de leurs observations



personnelles sur les conséquences de la réforme. Leurs calculs des prix en vigueur à cette époque à Moscou, diffèrent légèrement de ceux avancés officiellement. Puisque les prix qu'ils avancèrent ne furent pas contestés du côté soviétique, on peut croire qu'ils correspondent à la réalité.

La première conclusion de l'économiste de l'ambassade américaine fut la suivante : « En comparaison avec les prix du rationnement, les prix du nouveau système établis par le gouvernement soviétique le 14 décembre 1947 réduisent légèrement les coûts de seulement quatre produits de consommation, alors que... les autres produits alimentaires coûtent en réalité plus cher⁷. » Les économistes de l'ambassade ont calculé le coût comparatif des produits d'alimentation à Washington et à Moscou, en tenant compte du cours du rouble par rapport au dollar, accepté alors comme norme, soit 8 roubles pour un dollar. Il en résultait que vivre à Moscou en 1948, était plus dispendieux que vivre à Washington.

L'ambassade américaine prépara le tableau suivant en vue de la rencontre de l'ambassadeur des États-Unis en URSS, Smith, avec le vice-ministre A.Y. Vychinski, le 3 août 1948 :



Comparaison des prix à Washington et à Moscou⁸ (en roubles pour 1 kg, au taux de 8 roubles pour 1 dollar américain)

<i>Produits</i>	<i>Moscou</i>	<i>Washington</i>
<i>Pain blanc de farine de première qualité</i>	7	1,88 – 1,94
<i>Farine blanche de première qualité</i>	8	1,57 - 1,73
<i>Pommes</i>	16,0 -25,0	1,47 -1,94
<i>Lait (1l.)</i>	3,0 -4,0	1,61 -1,94
<i>Pâtes alimentaires</i>	10	2,65
<i>Viande de première qualité</i>	30	10,40 - 12,16
<i>Huile</i>	64	13,60 - 14,96
<i>Café</i>	75	6,79 - 8,96
<i>Thé (100 g.)</i>	16	1,76

Le but fondamental de la réforme monétaire fut atteint. Selon les données de la Banque d'État, au 1^{er} décembre 1947, la somme de 63,4 milliards de roubles anciens était en circulation. Après l'échange, et toujours selon les comptes de la Banque d'État, il restait dans les mains de la population près de 4 milliards de roubles et le total de l'argent en circulation à la fin de 1947 s'élevait à 14 milliards de roubles.



Une puissante campagne de propagande portant sur les succès de l'économie soviétique, sur le système kolkhozien, qui assura l'élimination rapide des conséquences de la guerre, accompagna la suppression du rationnement et la réforme monétaire. Derrière le rideau de cette campagne, il demeure que cette réforme monétaire revêtit un caractère confiscatoire et que l'État se déchargea de toutes ses obligations en ce qui concerne l'approvisionnement, garanti par le système de cartes, de la population urbaine et des ouvriers.

-
- ¹ Попов В.П., Экономическая политика Советского государства. 1946-1953 гг., Moscou, Tambov, 2000, page 77.
- ² Selon les calculs de Попов. Voir Попов В.П., *Экономическая политика Советского государства. 1946-1953 гг.*, Moscou, Tambov, 2000, page 96. Concernant les réactions de la population à l'augmentation du prix des rations, voir Зубкова Е., *Послевоенное советское общество: политика и повседневность. 1945-1953.* Moscou, 2000. pages 70-74.
- ³ Les circonstances entourant la réforme monétaire et la réaction de la population sont étudiées en détails par Е. Зубковой. Voir Зубкова Е., *Послевоенное советское общество: политика и повседневность. 1945 – 1953.*, Moscou, 2000, pages 82-86.
- ⁴ Известия, 13 décembre 1947.
- ⁵ Зубкова Е., *Послевоенное советское общество: политика и повседневность. 1945 – 1953.*, Moscou, 2000, pages 83-84.
- ⁶ Попов В.П., Экономическая политика Советского государства. 1946-1953 гг., Moscou, Tambov, 2000, page 98.
- ⁷ АВР РФ. Ф. 0129. Оп. 32. Портфель 2. Д. 304. Л. 8-9. Voir aussi Пихоя Р.Г., *Советский Союз: история власти. 1945-1991.* Moscou, 1998, pages 23-25.
- ⁸ АВР РФ. Ф. 0129. Оп. 32. Портфель 2. Д. 304. Л. 11